



## Introduction

### *Soixante-et-un ans de retard et une fleur*

Le Paraguay, situé dans le cône sud de l'Amérique du Sud, est un pays où le modèle de développement socioéconomique est tellement inégal et injuste que presque 80 % de ses terres sont aux mains de moins de 10 % de la population. Sur 6 millions d'habitants, plus de 2,1 millions vivent dans la pauvreté et près de 1,2 million dans l'extrême pauvreté.

Sur 100 Paraguayens, 33 vivent dans la pauvreté et 20 survivent avec un revenu mensuel de 200 000 guaranis (environ 40 dollars). Selon le Ministère de l'éducation et de la culture, 97 % des enfants entre six et 11 ans sont scolarisés, bien que ce taux chute à 54 % dans le cas des enfants de 12 à 15 ans. Mais parallèlement, 8 % des enfants de cinq à 15 ans travaillent dans les rues (MEC, 2005, p. 17).

Carrón (2007) estime qu'environ 116 000 personnes ont quitté le Paraguay pour d'autres pays en 2006. Deux pour cent avaient 15 ans ou moins, 10 % avaient entre 15 et 19 ans et 73 % avaient entre 20 et 39 ans.

Même si le Paraguay est membre du bloc commercial du Mercosur et un partenaire des entités hydroélectriques binationales Itaipu (Brésil-Paraguay) et Yacyreta (Argentine-Paraguay), qui fournissent une bonne partie de l'énergie dans le cône sud, il souffre d'une asymétrie de développement marquée par rapport à ses partenaires régionaux, et les différents indicateurs de développement montrent très clairement qu'il reste beaucoup à faire.

L'élection d'un ancien évêque catholique et pro-pauvre, Fernando Lugo, le 20 avril 2008 laisse espérer un développement plus égalitaire. Mais la tâche sera rude car il devra lutter contre la corruption et les inégalités historiques, qui sont responsables des infortunes du Paraguay, comme le célèbre auteur Augusto Roa Bastos l'a écrit.

Les nouvelles politiques sociales, notamment en matière de santé, de logement et d'éducation, sont contraintes par des problèmes structurels comme les restrictions budgétaires et le manque d'investissement.

La proposition d'une réforme agraire au profit des agriculteurs pauvres est difficile à mettre en œuvre face à une structure de production fondée sur la présence d'un petit nombre de propriétaires qui produisent et exportent du soja à grande échelle et des éleveurs qui exportent de la viande sur les grands marchés, en particulier le Chili et la Russie. Le Paraguay est le quatrième exportateur de soja au monde et la viande est la troisième source du revenu national. L'autre grande source de revenu est l'envoi de fonds par les Paraguayens éparpillés partout dans le monde et dont une grande partie de la population dépend.

Il ne fait aucun doute que la nouvelle donne politique au Paraguay est liée à la consolidation de la démocratie. Il est essentiel que cela n'aboutisse pas à un gouvernement autoritaire qui entraînerait sa fin prématurée.

## Accès physique à la technologie

Le Paraguay est un pays au climat subtropical dont la pluviométrie dépasse 1 000 mm par an. Le manque de routes rend difficiles les déplacements entre les villages, les capitales départementales et Asunción, la capitale du pays.

Le manque d'investissements et la forte corruption qui règne depuis 60 ans se manifestent clairement sous trois aspects en particulier :

- La médiocrité du réseau routier qui ne compte que trois routes principales pour tout le pays
- Une infrastructure de téléphonie fixe qui ne suffit plus pour toutes les villes du pays. Dans certaines régions rurales, le téléphone le plus proche est à 70 kilomètres
- L'électricité abondante, produite par le barrage d'Itaipu, est distribuée de façon inégale entre les deux États qui la possèdent : le Paraguay et le Brésil. La base de cette inégalité est le Traité d'Itaipu lui-même, signé en 1973, par les dictateurs du Brésil et du Paraguay. Le traité établit une distribution égale de l'électricité, mais comme le Paraguay n'a pas l'infrastructure adaptée pour utiliser toute l'électricité, le pays est obligé (selon le traité) de vendre le reste en exclusivité au Brésil à des prix inférieurs aux prix du marché.

Pour illustrer les problèmes de l'accès physique à la technologie, regardons ce qui se passe à la frontière entre le Paraguay et le Brésil. Depuis l'époque des bandits du XVII<sup>e</sup> siècle, les frontières du Paraguay, en particulier avec le Brésil, sont minces et perméables. À partir de 1950, pendant le régime Stroessner, ce qui avait commencé comme un programme d'implantation dans le riche territoire de l'est du pays est devenu une vente de terres aux propriétaires et aux compagnies étrangères. Motivés par l'offre de terres bon marché et fertiles, les grands et moyens producteurs brésiliens ont acheté de vastes étendues à Alto Paraná, Canindeyú et Caaguazú. Parmi eux a émergé un groupe appelé les *Brasiguayos*, dont l'identité a évolué selon des caractéristiques ethniques, linguistiques, politiques et économiques particulières. Les *Brasiguayos* ont formé un groupe puissant dans la région qui contrôlait une grande partie de la production et influait sur les politiques publiques. En raison de leur présence, dans de nombreuses villes le long de la frontière, on utilise le portugais comme langue commerciale et dans la vie quotidienne.

Pour ce qui est de l'intégration des paysans paraguayens et des *Brasiguayos*, les données montrent une situation peu encourageante. Il existe actuellement deux modèles de production, deux cultures et deux modes d'accès aux nouvelles technologies complètement différents.

D'une part, les *Brasiguayos*, qui possèdent des ressources financières importantes et comprennent mieux la technologie, créent des possibilités de production à grande échelle et à forte rentabilité. Ils utilisent les nouvelles technologies fournies par le secteur privé brésilien et ont accès à l'internet grâce aux fournisseurs de services (FSI) brésiliens. Ils utilisent l'internet régulièrement pour gérer les prix de leurs produits, analyser les marchés et les économies et comparer la demande au Paraguay et au Brésil.

En revanche, les pauvres paysans paraguayens, sans technique pour améliorer leurs récoltes et possédant de moins en moins de terres, sont mécontents de cette situation. L'accès aux nouvelles technologies est pratiquement inexistant et la connectivité offerte dans certaines villes par la compagnie de télécommunication d'État du Paraguay, COPACO, est lente, coûteuse, désuète et généralement inaccessible aux paysans.

Une autre situation vaut la peine d'être soulignée : le Paraguay est habité par plus de 85 000 indigènes (DGEEC, 2002). En mars 2004, une rencontre a eu lieu entre les membres d'une organisation indigène et une famille de la tribu indigène Totobiegosode vivant dans la forêt et qui était sortie pour la première fois pour établir un contact avec le monde moderne (ABC Color, 2004). Les conditions de vie de la plupart des indigènes se caractérisent par un manque d'accès aux terres et aux services sociaux de base, la faim et la dépendance à l'égard des diverses formes de subventions publiques.

Ces quelques exemples illustrent la nature dramatique de la rencontre entre deux mondes. Ils sont également symboliques d'une fracture plus profonde. Les difficultés que connaît le Paraguay dans un processus d'intégration à la fois interne et externe sont plus qu'évidentes dans les cas mentionnés et montrent que l'intégration ne se limite pas à incorporer l'accès aux nouvelles technologies.

Le nouveau gouvernement paraguayen doit maintenant jauger les tensions provenant des politiques sociales et environnementales. Il faudra que des accords nationaux et binationaux garantissent une coexistence pluraliste et démocratique.

### L'incidence du cadre légal et réglementaire

Le Paraguay est un des quelques pays d'Amérique latine où le contrôle des télécommunications – et donc des services internet – demeure sous le contrôle de l'État, et aucune réforme ou proposition n'a été faite pour changer cet état des choses.

La Commission nationale des télécommunications (CONATEL) a été créée dans les derniers jours de 1994 avec la promulgation de la nouvelle loi sur les télécommunications 642/95. Mais loin d'être un organisme représentant les différents secteurs de la société, comme l'Union internationale des télécommunications le recommande dans son Livre bleu, c'est un organisme qui relève directement du président

qui nomme les administrateurs sans consulter le parlement ou tout autre secteur de la société.

La COPACO garde le monopole sur les services internet de fibre optique alors que la CONATEL attribue des licences à une dizaine de compagnies pour la fourniture de nouveaux services. Les critères utilisés pour attribuer les licences ne sont guère différentes de ceux utilisés pendant le monopole total de COPACO, d'où un processus d'une transparence douteuse qui instaure « une libre concurrence sans libre marché ».

Par conséquent, les services de télécommunication offerts au Paraguay aujourd'hui comportent deux caractéristiques : le réseau de téléphonie fixe s'étend très lentement et le coût du service est élevé. Dans certains cas, l'installation prend plusieurs années et dans certaines zones d'Asunción ou de sa banlieue, elle ne se fait jamais.

Sur les 17 départements du pays, seules quatre ou cinq villes importantes ont des services de ligne fixe. La qualité de ces services peut être considérée comme « modérément acceptable », mais les problèmes sont les mêmes que dans la capitale, notamment les retards d'installation.

Il n'y a pratiquement pas de téléphonie rurale fixe. Les services de COPACO ne rejoignent que les régions urbaines à l'extérieur de la capitale.

Pendant ce temps, les compagnies mobiles multinationales se multiplient rapidement. En 2006, le nombre des abonnés au mobile dépassait de loin celui des utilisateurs du fixe.

En raison d'un contrôle de l'État précaire et de l'absence de régulation des prix, les droits des consommateurs sont négligés et ils sont contraints d'accepter des contrats défavorables et des services de mauvaise qualité.

L'accès internet est offert par des compagnies privées qui se multiplient à Asunción avec des plans d'investissement à long terme et sans contrôle de l'État. Le réseau a été établi essentiellement à Asunción et dans les régions voisines, mais s'étend également aux grandes villes d'autres départements. Le réseau rejoint environ 2,6 % d'une population totale de 6 millions.

Les secteurs bénéficiant de la meilleure connectivité sont le secteur privé, certaines divisions de l'État et des municipalités à Asunción, un nombre limité d'universités, des organisations non gouvernementales, des coopératives et des utilisateurs privés.

Le service offert par les opérateurs privés dépend de la bande passante offerte par COPACO, qui se caractérise par son instabilité, sa lenteur et son prix élevé.

Depuis deux ans, COPACO a décidé de pénétrer sur le marché pour concurrencer les compagnies du secteur privé afin d'abaisser les coûts du service. Mais cette mesure est considérée comme une concurrence injuste par les autres acteurs du marché car COPACO contrôle toujours l'infrastructure des télécommunications.

Finalement, nous devons souligner qu'un des principaux facteurs qui influencent l'environnement des télécommunications est le fait que les réformes et la restructuration

entreprises par les autres pays dans les années 1980 et 1990 n'ont pas encore été réalisées. La décentralisation de la gestion des télécommunications est une priorité pour le nouveau gouvernement.

### Mesures à prendre

La société de l'information n'est plus un sujet de discussion entre experts mais est devenue une composante importante des politiques de développement dans presque tous les pays du monde. L'adoption de ce nouveau paradigme fondé sur les technologies de l'information et de la communication est étroitement liée au degré de développement d'une société. Or la technologie n'est pas simplement un produit de développement, elle est aussi dans une large mesure un de ses moteurs : c'est un outil de développement.

Les TIC offrent de nombreuses possibilités de développement, même dans le pays le plus arriéré de la région. Il s'agit notamment d'utiliser et d'optimiser les nouvelles technologies dans quelque 100 télécentres du pays et d'intensifier la convergence technologique entre les TIC et la radio par une plus grande coordination entre les stations afin de couvrir des événements d'importance nationale (en tirant partie du fait que la radio reste le moyen de communication le plus utilisé au Paraguay).

La décentralisation des services internet exploités de façon monopolistique par le gouvernement est certes une nécessité, mais il faut également élargir la couverture des TIC dans les médias, notamment renforcer le lien entre les jeunes et les TIC (68,3 % de la population a moins de 30 ans).

Voici quelques suggestions de mesures à prendre :

- Promouvoir et encourager le dialogue national sur le rôle du changement et de l'innovation technologiques pour le développement socioéconomique
- Présenter des propositions qui favorisent la décentralisation de l'internet et la démocratisation de l'accès au spectre radio afin de mettre fin au monopole de l'État
- Populariser et démocratiser l'accès aux sciences et au savoir et l'appliquer aux besoins sociaux du Paraguay
- Promouvoir les politiques sur les sciences, la technologie et l'innovation conformément aux politiques sur la stabilité macroéconomique et en harmonie avec les politiques sociales visant à lutter contre la pauvreté et l'inégalité. ■

### Références

ABC Color : [www.abc.com.py](http://www.abc.com.py)

Carrón, J. M., La emigración paraguaya en el contexto de la globalización. Paper presented at the Third Paraguayan Population Congress, Asunción, 22 novembre, 2007.

DGEEC (Dirección General de Estadísticas, Encuestas y Censos), National Household Survey. Asunción: DGEEC, 2006. Voir à : [www.dgeec.gov.py](http://www.dgeec.gov.py)

MEC (Ministerio de Educación y Cultura), Education Statistics. Asunción: MEC, 2005. Voir à : [www.mec.gov.py](http://www.mec.gov.py)